

Les particularismes du djihad en Afrique

Le livre

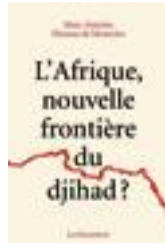
Pas un jour ou presque sans que la chronique du continent africain allonge la liste de tueries et de massacres revendiqués par des groupes armés se réclamant du djihad. Prenons deux journées « ordinaires » de la fin du mois d'avril. Au Mali, les agences de presse rapportaient « le massacre de dizaines de Touareg par des djihadistes présumés ». Le lendemain, le gouvernement nigérien annonçait une vaste opération militaire dans la région du lac Tchad contre « les djihadistes de Boko Haram », qui se réclament de l'organisation Etat islamique. A 6 000 kilomètres de là, en Somalie, un groupe armé affilié à Al-Qaïda revendiquait un attentat-suicide qui a provoqué la mort de trois policiers. Chaque fois, les mêmes mots – radicalisme, extrémisme, djihadisme, islamisme – pouvant laisser penser qu'un fil rouge religieux et logistique relie tous ces groupes, du Nigeria à la Somalie, d'une rive à l'autre du continent africain.

Ainsi existerait-il une menace globale qui, si on n'y prend pas garde, pourrait débarquer sur notre sol. En visite au Mali, une semaine après son élection, Emmanuel Macron avait ainsi salué l'action des militaires français de « Barkhane », engagés dans la « lutte contre les groupes armés terroristes sur l'ensemble de la

bande sahélo-saharienne », ainsi que le ministre des armées définit cette opération lancée en 2014. « Les nouvelles menaces, celles que vous affrontez chaque jour, disait le président aux militaires présents, ne s'exercent plus seulement à l'échelon régional. Une menace née à quelques kilomètres d'ici viendra (...) frapper les femmes et les enfants de France si nous n'interposons pas notre action résolue et puissante (...). Vous êtes plus que jamais nos sentinelles et notre rempart contre les débordements du terrorisme, de l'extrémisme, du fanatisme. »

Dans son ouvrage paru le 3 mai, Marc-Antoine Pérouse de Laclou, politologue, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement et spécialiste du Nigeria, conseille d'oublier ces expressions « tiroirs » propices à l'amalgame en analysant dans le détail l'évolution du phénomène djihadiste en Afrique sous tous ses angles : politiques, économiques, géographiques, démographiques et sociaux. Selon l'auteur, ils expliquent davantage les violences actuelles que le fait religieux dont se parent ces mouvements armés, du Nigeria de Boko Haram aux Chabab somaliens en passant par les combattants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique dans le nord du Mali.

L'auteur invite ainsi à repousser « la mise en récit du terrorisme au "Sahelistan" ». Selon lui, « la notion d'arc de crise projette l'image d'un système de conflits interconnectés et entretient le fantasme d'une coordination stratégique à partir d'un commandement central ». Et il rap-



L'AFRIQUE, NOUVELLE FRONTIÈRE DU DJIHAD ?
Marc-Antoine Pérouse de Montclos, La Découverte, 160 pages, 14 euros

pelle que ces « rébellions (...) nées dans le monde "noir" n'ont, pour l'instant, jamais débouché sur des attentats en Europe ou en Amérique ».

Entre les tenants d'une théorie complotiste agitant le spectre d'une islamisation accélérée de l'Afrique porteuse de djihad et ceux, tel l'auteur, décrivant des groupes totalement autonomes, sans liens idéologiques ou logistiques les uns avec les autres, la vérité est sans doute à mi-chemin. La religion ne serait qu'un prétexte et non une motivation ?

PAS DE « CHOC DES CIVILISATIONS »

Dans un essai publié en janvier aux éditions Karthala (*Violence et religion en Afrique*, 168 p., 12 €), Jean-François Bayart, professeur à l'IHEID de Genève, qualifie lui aussi de « poncif du débat public » le rapport privilégié que la religion entretiendrait avec la violence. Il établit que, dans les années 1980, « la globalisation, dans un contexte de crise financière, d'ajustement structurel, de pétrodollarisation de certaines économies, d'expansion urbaine, de pandémie du sida, de guerre, semble avoir favorisé des spiritualités fondamentalistes telles que le pentecôtisme et le salafisme ». Mais il soutient que « le rapport à la violence de ces manifestations religieuses est aléatoire (...), il est d'ordre politique et social, plutôt qu'il ne relève de la croyance et de la transcendance ».

C'est également la thèse défendue par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, qui réfute la théorie d'un « choc des civilisations ». A

l'appui de sa démonstration, l'auteur convoque l'histoire pour démontrer l'ancrage local de chacun de ces mouvements. Ceux-ci ne sont pas issus d'une génération spontanée née de la fin de la guerre froide et des attentats du 11-Septembre aux Etats-Unis. « L'utilisation du Coran comme étendard de la révolte n'est pas nouvelle en Afrique saharienne », rappelle l'auteur. Il relativise également la menace que font porter les groupes actuels qui, à la différence des grands mouvements djihadistes du XIX^e siècle, « n'ont jamais réussi à tenir des territoires et à gouverner des populations dans la durée ».

Que le pouvoir de ces mouvements n'égalent pas ceux du passé n'efface pas leur dangerosité ni les menaces qu'ils font peser sur des Etats faibles. Se pose alors la question de la réponse apportée par les gouvernements concernés et leurs alliés, occidentaux notamment. Celle-ci se concentre sur le secteur sécuritaire sans parvenir à infléchir la courbe des violences. « Les armées occidentales s'illusionnent sur leur capacité à mater des insurrections qui ont des origines sociales, avertit Pérouse de Montclos. Elles tombent dans le piège de la prophétie autoréalisatrice lorsque les décideurs exagèrent le caractère global de la menace, internationalisent en conséquence leur réponse au terrorisme et provoquent en retour une extension de l'aire d'opération des groupes djihadistes. » Mais rien n'est dit pour sortir de ce cercle vicieux. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

Encore un peu plus de courage, Messieurs les imams

Dans leur tribune, les « imams indignés » refusent de voir que l'interprétation dominante de l'islam s'inspire de sources datées et imprégnées de préjugés antisémites

Par OMERO MARONGIU-PERRIA

Le procès d'intention fait au « Manifeste contre le nouvel antisémitisme » (*Le Parisien* du 21 avril) n'est pas juste. On l'accuse en effet de vouloir jouer la concurrence victimaire en opposant la lutte contre l'islamophobie au combat contre l'antisémitisme, et d'appeler à l'élimination de versets du Coran qui prôneraient la violence à l'encontre des non-musulmans – juifs, chrétiens et incroyants. Des lacunes dans la formulation existent, mais le fond du propos est légitime. Sauf, peut-être, si on est sourd, muet et aveugle aux discours de haine qui se diffusent de par le monde musulman jusqu'aux enceintes des mosquées de France et d'Occident, sur la base des interprétations « autorisées » de l'islam.

En réponse à l'interrogation qui traverse la société française depuis près de quarante ans, une tribune signée par une trentaine d'imams sous le titre « Nous, imams indignés, sommes prêts à nous mettre au service de notre pays » (*Le Monde* du 24 avril) propose une réponse qui se trompe de diagnostic et de remède. Affirmer que l'islam est tombé dans les mains d'une jeunesse « naïve, proie facile pour des idéologues qui exploitent son désarroi » et que, « depuis plus de deux décennies, des lectures et des pratiques subversives de l'islam sévissent dans la communauté musulmane, générant une anarchie religieuse, gangrenant toute la société » ne reflète pas la réalité de l'islam contemporain.

Depuis plus d'un demi-siècle, la sphère religieuse musulmane, en particulier ses principaux centres d'enseignement, a vu la structuration progressive d'un discours de rupture avec le monde occidental et la modernité, qui dépasse de loin l'anticolonialisme. Celui-ci s'est appuyé sur la sacralisation des interprétations moyenâgeuses des textes de l'islam pour orienter les comportements de rupture chez les fidèles, parfois avec l'impulsion directe des pouvoirs politiques, comme ce fut le cas en Egypte et en Arabie saoudite. Le résultat en a été, entre autres, la diffusion massive des ouvrages d'exégèse et de droit de l'islam médiéval à partir desquels des centres d'enseignement, en France par exemple, prétendent inculquer aux musulmans leur religion dans les moindres détails, y

compris la citoyenneté, le rapport à l'autre ou les relations entre hommes et femmes. C'est comme si le cadre mental d'un théologien du XIII^e siècle pouvait épouser les contours de la France de 2018.

Le vrai diagnostic est là, il s'agit de l'absence de rupture avec une vision du monde hégémonique qui présente un musulman hors-sol et une religion pensée dans un rapport de domination perpétuel avec le reste du monde. Un catholique qui brandirait le *Corpus de droit civil de Justinien*, datant de 528, serait vite tourné en dérision par ses coreligionnaires. De même, les autorités rabbiniques ont rompu avec la portée normative des versets belliqueux de la Torah depuis... deux mille ans.

PONCIFS SUR LE « PÉRIL JUIF »

Concernant l'antisémitisme chrétien, sa condamnation par Vatican II est le fruit, entre autres, d'un mouvement historico-critique porté par des intellectuels catholiques depuis le début du XX^e siècle. Il n'en va pas de même de l'islam contemporain. Dès qu'elles en ont l'occasion, les autorités religieuses musulmanes réaffirment le caractère opératoire des interprétations restrictives du Coran. Parallèlement, elles s'en prennent violemment à toute analyse historico-critique du texte.

Sur l'antisémitisme, le champ religieux musulman est passé d'une aversion culturelle, celle du « juif hachek », à une haine idéologique du « juif suppôt du complot », avec pour carburant le conflit israélo-palestinien. Des études ont démontré l'évolution de ce discours religieux haineux vis-à-vis du juif. L'ouvrage de l'ancien mufti d'Al-Azhar Mohammad Sayed Tantaoui (1928-2010) intitulé *Les Fils d'Israël dans le Coran et la tradition prophétique*, donne une légitimité théologique à tous les poncifs sur le « péril juif ».

Il n'a rien à envier au prédicateur jordanien Salah Abdelfatah Al-Khalidi, le fils spirituel de Saïd Qotb (1906-1966) – l'un des principaux idéologues des Frères musulmans –, dont le livre *La Personnalité juive dans le Coran* représente l'archétype du pamphlet haineux vis-à-vis des juifs. Il s'agit là d'autorités religieuses dont une partie des imams de France se réclament.

A ce jour, parmi les imams qui prennent une position publique en France, Mohamed Bajrafil est le seul à oser critiquer ouvertement cette partie de l'héritage musulman la plus rétrograde vis-à-vis de l'altérité en appelant à son abrogation. La solution qu'il apporte, on ne peut plus limpide, devrait pourtant être suivie par la majorité des imams et des prédicateurs. ■

J
Omero Marongiu-Perria
est sociologue, spécialiste de l'islam français

FO sur un sentier périlleux

Analyse

MICHEL NOBLECOURT
Editorialiste

Vous êtes Force ouvrière, vous êtes la résistance. » A peine élu secrétaire général de FO, Pascal Pavageau a conclu le 24^e congrès de sa centrale, vendredi 27 avril, à Lille, par un appel à « la résistance ». « Nous allons faire bloc, unis, soudés, rassemblés dans le respect de tous et de toutes, a-t-il lancé avec des accents martiaux. Nous allons résister, nous allons revendiquer, nous allons conquérir de nouveaux droits. » « Nous préférons mourir debout que vivre à genoux, a-t-il encore martelé. (...) Nous ne sommes pas à fort Alamo. » Sur un registre apocalyptique, il a même plagié le magicien Gandalf dans le film *Le Seigneur des anneaux* : « Un jour peut venir où l'égalité faillira, où la solidarité s'effondrera, où l'individualisme triomphera. (...) Ce sera l'heure des loups dans la jungle et de chacun pour soi, mais ce jour n'est pas arrivé. (...) Nous disons fermement et fièrement, vous ne passerez pas, vous ne passerez pas ! »

Pour bien marquer la rupture avec les quatorze ans de règne de Jean-Claude Mailly, coupable à ses yeux d'avoir été trop conciliant dans la concertation sur les ordonnances sur le code du travail, M. Pavageau a choisi le terrain de la confrontation. FO réclame désormais « l'abrogation » de ces ordonnances et juge que « la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est aujourd'hui nécessaire, y compris par la grève », dans la « recherche de la plus grande unité possible ». Pour le successeur de M. Mailly, ce congrès a été « une réussite » et « un moment très fort de démocratie interne ».

Une « réussite » ? Pendant cinq jours, Lille a été le théâtre d'une guerre ouverte entre M. Pavageau et M. Mailly, comme si, unique candidat au poste de secrétaire général, l'ancien ingénieur des travaux publics de l'Etat voulait humilier – et congédier – celui qui lui laissait la place. Fait sans précédent, M. Pavageau, pourtant membre du bureau confédéral, a voté contre le rapport d'activité présenté au nom de l'équipe sortante. Trois entrants dans cette direction – Serge Legagnoa, Cyrille Lama, Marjorie Alexandre – et un responsable qui remplissait (Didier Porte) ont fait de même. Avec 44,16 % de votes pour, 43,21 % de contre et 12,63 % d'abstentions, le résultat s'est traduit par un camouflet cinglant contre M. Mailly.

Un « moment très fort de démocratie interne » ? Lille a offert le spectacle d'une bataille rangée entre les réformistes et la mouvance contestataire, composée surtout de trotskistes et d'anarchistes. Les premiers, défenseurs de M. Mailly – parmi lesquels 47 métallos sur 250 intervenants –, ont été conspués en continu par les seconds qui, à leur tour, étaient hués par une partie des 3 500 délégués quand ils annonçaient un vote contre le rapport d'activité ou appelaient à la grève

générale. Enflammée, une militante du voilailler Doux a été jusqu'à accuser M. Mailly d'avoir « vendu la classe ouvrière à Macron ».

En 1989 déjà, le congrès de FO, à Vincennes, avait donné lieu à des affrontements violents. Pour succéder à André Bergeron, les deux candidats, Marc Blondel et Claude Pitous, s'étaient vivement opposés et les coups bas avaient été nombreux. La ligne contestataire, prônée par Marc Blondel, l'avait emporté et la centrale, au bord de la scission, avait mis dix ans à s'en remettre. Près de trente ans plus tard, à Lille, alors qu'il n'y avait qu'un seul prétendant, la fièvre est encore montée d'un cran. « Le linges sale a été lavé en famille, cela est resté franc, cash et fraternel », a commenté M. Pavageau dans *Le Parisien* du 28 avril. Comme s'il pratiquait la politique de l'autruche et ne voulait pas voir le piège dans lequel il s'était placé. Il hérite d'une confédération profondément fracturée, et donc affaiblie. Coupée en deux.

« LE POULAIN A TRAHI »

La méthode Coué consistant à dire que « le temps n'est pas à la fracture » et que l'unité est préservée va rendre le sentier de la résistance que veut emprunter le nouveau secrétaire général bien périlleux. Les équilibres politiques qui prévalaient jusque-là ont été rompus. Le bureau confédéral de treize membres est fracturé entre les fidèles de M. Mailly et les proches de M. Pavageau. Au sein de la commission exécutive (CE), un organe de direction, les réformistes, jusqu'alors majoritaires, sont minoritaires – seize au lieu de dix-huit sur trente-cinq membres – et seize élus sont proches des trotskistes ou des anarchistes. Les « non-alignés », le « ventre mou » comme on les appelle, feront basculer la CE d'un côté ou de l'autre. Secrétaire général de la fédération des métaux, la seconde de FO, Frédéric Homez met déjà en garde M. Pavageau : « Notre fédération, déclare-t-il au Monde, considère que le poulain de Jean-Claude Mailly l'a trahi sur le rapport d'activité dont il est en partie comptable. Les réformistes vont observer et veiller à ce que l'organisation garde la bonne ligne de la pratique contractuelle et conventionnelle. »

M. Pavageau a déjà allégué sa potion. Il ne parle plus d'abroger l'ensemble des ordonnances sur le code du travail mais seulement les points qui sont des « régressions ». Il a commencé à contacter ses homologues des autres centrales et s'est engagé à évaluer les résultats des précédentes mobilisations avant de lancer une grève interprofessionnelle. « Notre organisation, a-t-il dit à Lille, a été de tous les temps pour la négociation, pour le compromis, mais jamais pour la compromission. » Dans son premier éditorial de FO-Hebdo, il se réfère au « réformisme militant » cher à M. Mailly. « Etre constructif, écrit-il, et lorsqu'il le faut contestataire, là est notre force. » Mais s'il tempère trop sa radicalité, il va décevoir ses partisans. S'il joue trop la contestation, il va se mettre à dos les réformistes. Cela ressemble déjà à un piège. ■

noblecourt@lemonde.fr